

FESTIVAL

ALIMENT TERRE

CFSI Notre avenir se joue dans nos assiettes



FICHE FILM

Leurs Champs du Cœur

Mickaël Denis-Shi / 2025 / Mimiozart / 76' / Français



AVEC LE SOUTIEN DE :



EN PARTENARIAT AVEC :



ILS COORDONNENT ALIMENTERRE SUR LES TERRITOIRES :



Le présent document bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement, du fonds de dotation Biocoop, de la Fondation Daniel et Nina Carasso, du fonds de dotation Equité Partagée de la Fondation Léa Nature Jardin Bio et du fonds Olga Tribalat. Les idées et les opinions présentées sont celles du CFSI et ne représentent pas nécessairement celles des organismes précités.

SOMMAIRE

SYNOPSIS	4
NOTRE AVIS	4
LE RÉALISATEUR	4
INTENTION	5
SÉQUENÇAGE	6
PROTAGONISTES	7
POUR ALLER PLUS LOIN	8
L'injuste prix de notre alimentation. Quels coûts pour la société et la planète ?	8
Les soutiens publics pour l'agriculture et l'alimentation	10
Des leviers d'action	12
POUR PRÉPARER LE DÉBAT	13
Profil d'intervenants potentiels	13
Questions pour entrer dans le débat	14
Lien avec les interdépendances Nord/Sud	14
Lien avec les questions de genre	14
Idées d'animation avant/après la projection	15
Ecueils à éviter	15
Fiches thématiques	15
BIBLIOGRAPHIE	16

Coordonné par le CFSI et mis en œuvre par le réseau ALIMENTERRE, le festival ALIMENTERRE est organisé chaque année du 15 octobre au 30 novembre. Il a pour ambition l'appropriation par les citoyens des enjeux alimentaires du local au global afin qu'ils contribuent à la construction de systèmes alimentaires durables et solidaires et au droit à l'alimentation.

Parmi les outils proposés aux organisateurs, le CFSI a réalisé une fiche de présentation pour chacun des films de la sélection. Cette fiche est à utiliser avec un choix de **16 fiches pédagogiques** régulièrement actualisées, pour approfondir la ou les thématiques des films et préparer le débat.

Si vous souhaitez être accompagnés dans l'organisation de votre événement ALIMENTERRE, n'hésitez pas à contacter le coordinateur ALIMENTERRE présent sur votre territoire.

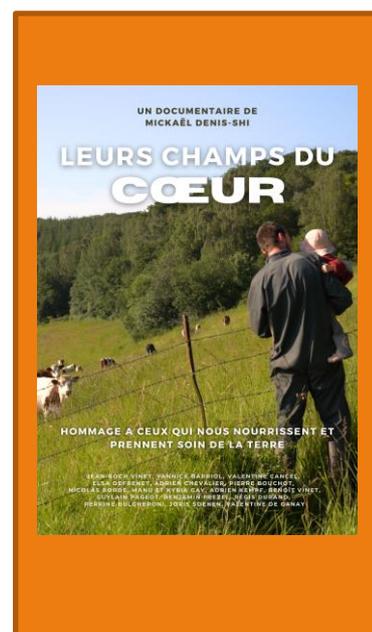
SYNOPSIS

Mickaël Denis-Shi / 2025 / Mimiozart / 76' / Français

Agriculture durable, pesticides, prix rémunérateurs, consommation, politiques agricoles, élevage, santé, renouvellement des générations, alternatives de commercialisation

France

Comment assurer une production alimentaire de qualité, rémunératrice pour ceux qui la produisent et accessible au plus grand nombre ? C'est cette question apparemment insoluble qui sert de point de départ à un tour de France de 15 agriculteurs et agricultrices qui nous parlent de leurs galères, des solutions possibles, de la beauté du métier aussi. A cœurs ouverts, ils nous livrent des témoignages sincères, touchants, qui donnent envie de se mettre en mouvement pour, collectivement, améliorer notre manière de nous nourrir.



NOTRE AVIS

Le documentaire « Leurs champs du cœur » donne la parole aux principaux acteurs de notre alimentation : les agriculteurs et agricultrices. Mickaël Denis a su recueillir des témoignages variés à travers la France métropolitaine pour en faire un documentaire particulièrement touchant. De nombreuses problématiques sont traitées de manière très pédagogique, allant de la PAC à la santé en passant par la consommation et la vente directe. Le documentaire permet d'identifier clairement le rôle des consommateurs et consommatrices, des citoyens et citoyennes et des politiques publiques pour une meilleure reconnaissance de l'utilité sociale des agriculteurs et agricultrices et pour tendre vers des modes de production et de consommation plus durables.

Adapté au public scolaire, notamment de l'enseignement agricole, et au grand public.

LE RÉALISATEUR

Né à la campagne, Mickaël s'est peu à peu laissé happer par une vie urbaine et une carrière prenante.

Très concerné par les grands défis de notre époque, le besoin de mettre son énergie au service d'une cause juste est devenu son moteur. Il opère en 2019 un changement radical passant des services informatiques des grands groupes à l'économie sociale et solidaire.

Un nouveau monde s'ouvre alors, fait de rencontres avec des femmes et des hommes guidés avant tout par leur passion, les convictions chevillées au corps. Mûrit alors l'idée de leur rendre hommage, en commençant par celles et ceux qui nous nourrissent et tentent de prendre soin de la terre.

INTENTION

Interview de Mickaël Denis-Shi réalisée le 17 avril 2025.

Quelle a été votre démarche avec ce documentaire ?

Depuis longtemps, j'avais envie de faire un tour de France, à l'origine pour aller voir des amis. Après une conférence d'Arthur Keller, je me suis rendu compte de l'importance de la question alimentaire. J'avais déjà visité quelques tiers lieux qui sont intéressants, mais rarement crédibles sur la production alimentaire, l'objectif étant plus pédagogique que nourricier, le plus souvent.

J'ai donc commencé à faire mes recherches, je me suis concentré plutôt sur des fermes bio, je lisais les descriptions et je voyais si ça me parlait, s'il y avait une démarche un peu plus large que juste cocher les cases pour avoir le label. Et voilà, j'ai pris un van et j'ai commencé à faire le tour. J'ai laissé une petite place à l'improvisation. En cours de route, je me suis rendu compte que je n'avais pas de céréalière, alors que c'est la plus grande culture en France, j'ai donc fait un petit demi-tour pour aller en chercher un. Je voulais une diversité, des modes de culture et des tailles de ferme.

La question qui était au centre, c'était : « comment faire pour produire une nourriture de qualité, accessible au plus grand nombre, qui ne détruit pas l'environnement et qui soit rémunératrice pour celles et ceux qui la produisent ? », un peu l'équation impossible, sauf si on réintègre les coûts cachés. J'ai veillé à avoir un bon équilibre entre problèmes dénoncés et solutions proposées, et à adresser tous les échelons, les agriculteurs et agricultrices, les consommateurs et consommatrices, et les responsables politiques.

Pourquoi est-il important de donner la parole aux paysans et paysannes ?

Ayant vu beaucoup de reportages sur l'agriculture, je me suis rendu compte que très souvent, soit ce sont des experts et expertes qui parlent à la place des paysans et paysannes, soit les paysans et paysannes sont interrogés juste sur leurs fermes et leurs pratiques, mais jamais sur des questions politiques globales. En fait, je pense qu'il y a assez peu de personnes qui écoutent vraiment les agriculteurs et agricultrices, la plupart de celles et ceux que j'ai rencontrés en avaient gros sur la patate, et ça leur faisait du bien de parler.

Quel est le principal message que vous souhaitez faire passer à travers ce film ?

La nourriture, c'est quand même la base, c'est tellement évident qu'on ne se rend même plus compte de son importance. On s'en rend compte quand on essaie de la produire nous-mêmes, faire pousser des tomates par exemple, ça prend 3-4 mois, ce n'est pas garanti, et on les mange assez vite. Quand on comprend ce que ça implique en surface et en effort de produire de la nourriture, on se rend mieux compte de l'importance sociale des agriculteurs et agricultrices. Il faut mieux les aider, qu'ils et elles se nourrissent et arrivent à vivre de leur métier, c'est quand même la moindre des choses.

Qu'attendez-vous de la diffusion de votre film dans le festival ?

A la fin du tournage, je me suis senti une responsabilité. J'ai rencontré des gens extraordinaires qui m'ont confié du temps alors qu'ils n'en ont pas. Ma réponse préférée à une demande d'interview était : « On n'a jamais le temps, venez quand vous voulez, on prendra le temps ». Je pense que les témoignages que j'ai recueillis sont d'utilité publique et j'espère que le festival ALIMENTERRE va permettre de les diffuser au plus grand nombre pour donner de la visibilité aux paysans et aux paysannes. J'ai surtout une envie, c'est qu'à la fin du film, les gens aient envie d'agir.

SÉQUENÇAGE

Avant-propos

00:00:00 à 00:02:27

Les protagonistes du film donnent leurs suggestions pour le titre du film.

Introduction

00:02:27 à 00:08:55

Les protagonistes expliquent le lien qu'ils ont avec leur métier et regrettent la déconnexion qu'il y a aujourd'hui entre le consommateur et l'agriculture/l'agriculteur.

Prix rémunérateurs

00:08:55 à 00:22:12

Il y a des injonctions contradictoires au sein de la société, on demande aux agriculteurs et agricultrices de produire une alimentation de qualité tout en exigeant des prix les plus bas possibles pour libérer du pouvoir d'achat. Le métier d'agriculteur est très peu reconnu au sein de la société, et il est impératif de mettre en œuvre des politiques agricoles leur permettant un revenu décent. Alors que la PAC avait cette ambition, elle pousse aujourd'hui les agriculteurs vers des pratiques de surproduction et les rend dépendants aux subventions à l'hectare.

Pesticides

00:22:12 à 00:32:24

Le modèle agricole actuel repose sur l'utilisation massive de pesticides, pour lesquels des marchés entiers se sont développés à la suite de la révolution verte. Ceux-ci se retrouvent dans les sols, causant des dégradations notamment au niveau de la qualité de l'eau, mais également dans les corps des consommateurs, avec des impacts sur leur santé. Les coûts cachés de l'utilisation de pesticides au niveau de la santé sont conséquents.

Elevage

00:32:24 à 00:39:25

La réalité des conditions d'élevage des animaux dans les exploitations intensives est largement invisibilisée au sein de la société. Il est possible de changer nos modes de consommation et de redonner du sens à l'alimentation en mangeant moins de viande mais de meilleure qualité, réduisant par la même occasion notre dépendance aux importations pour nourrir les animaux d'élevage. Cependant, les lobbies de l'agriculture et de l'élevage intensif, très puissants, mettent tout en œuvre pour décrédibiliser les alternatives agroécologiques.

Agriculture biologique

00:38:55 à 00:47:34

L'utilisation de pesticides a des effets néfastes sur la santé des agriculteurs et agricultrices. L'agriculture biologique présente des challenges économiques et de résilience, mais des solutions existent, permettant de tendre vers une alimentation de qualité nettement supérieure.

Consommateurs

00:47:34 à 00:55:50

Contrairement aux idées reçues, l'alimentation biologique et respectueuse du vivant n'est pas nécessairement plus chère. En réduisant les intermédiaires de la grande distribution et en achetant directement chez le producteur, les ménages peuvent consommer des aliments de meilleure qualité nutritionnelle sans payer plus cher. A Chambray-les-Tours, une ferme maraîchère municipale a été créée pour approvisionner la cantine scolaire en produits biologiques. Certaines villes voient naître des initiatives de sécurité sociale de l'alimentation pour étendre l'accès à une alimentation saine et respectueuse de l'environnement.

Renouvellement des générations

00:55:50 à 01:01:50

Conséquence de la mécanisation, il y a de moins en moins d'agriculteurs et agricultrices en France. Le renouvellement des générations peut être une opportunité pour réformer les modes de production actuels, notamment en réduisant la taille des exploitations et en accompagnant au mieux les personnes souhaitant s'installer, ce sur quoi travaille l'association Terre de liens.

Enjeux de notre époque

01:01:50 à 01:08:50

Les agriculteurs et agricultrices font partie des premières victimes des dérèglements climatiques, qui se répercutent sur leur production. L'agriculture conventionnelle, en plus d'être nocive pour la santé, n'est pas durable puisque qu'elle épuise les sols. Des modes de production agroécologiques et d'agroforesterie permettent de régénérer les sols.

Conclusion

01:08:50 à 01:12:50

Les protagonistes rappellent leur motivation à faire ce métier. *Making of* et remerciements

PROTAGONISTES

- Jean-Roch Vinet - arboriculteur
- Yannick Barriol – maraîcher municipal
- Valentine Cancel – maraîchère municipale
- Elsa Defrenet – maraîchère
- Adrien Chevalier – maraîcher
- Pierre Bouchot - céréalier
- Nicolas Borde – maraîcher
- Manu et Kyria Gay – paysans-restaurateurs
- Benoît Vinet – viticulteur
- Guylain Pageot – éleveur laitier
- Benjamin Frezel – polyculture élevage
- Régis Durand – polyculture élevage
- Perrine Bulgheroni – co-fondatrice de la Ferme du Bec-Hellouin
- Joris Soenen – éleveur laitier
- Valentine de Ganay – céréalière
- Marc-André Selosse – professeur au Muséum National d'Histoire Naturelle & Institut Universitaire de France
- Marie Pochon – députée de la Drôme

POUR ALLER PLUS LOIN

L'injuste prix de notre alimentation. Quels coûts pour la société et pour la planète ?

« Le prix de notre alimentation n'est pas toujours celui que l'on croit, car il n'est pas seulement celui que l'on paye en caisse. »¹

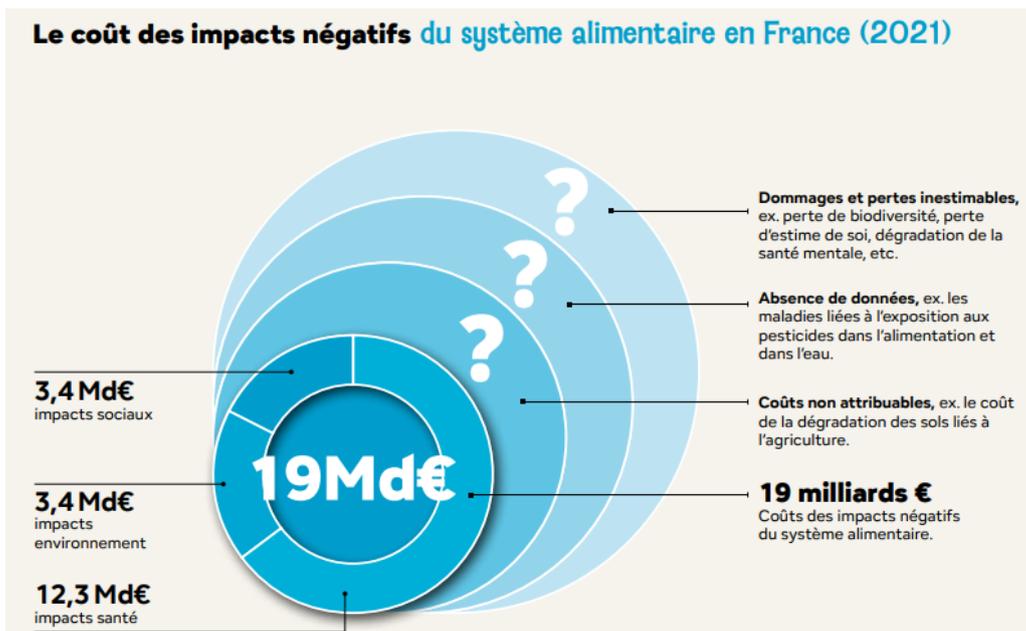
Pour présenter les enjeux autour des coûts de l'alimentation en France, cette fiche s'appuie sur l'étude « L'injuste prix de notre alimentation. Quels coûts pour la société et pour la planète ? », réalisée par le Secours Catholique – Caritas France, le Réseau Civam, Solidarité Paysans et la Fédération française des diabétiques. Dans cette étude, et contrairement à d'autres études sur les coûts cachés², une approche comptable a été adoptée. Ainsi, plutôt que d'attribuer un coût artificiel aux externalités négatives, les auteurs et autrices de ce rapport prennent uniquement en compte que les dépenses publiques effectivement engagées pour soutenir le système alimentaire ou bien pour réparer ses impacts. Pourquoi employer une telle méthodologie ? Pour quantifier de manière réelle ce que nous coûte, collectivement et réellement, notre alimentation. Ainsi, alors qu'un rapport de la FAO³ estime à 177 milliards de dollars les coûts cachés des externalités négatives de notre système alimentaire en France, les auteurs et autrices de l'étude « L'injuste prix de notre alimentation » estiment à 19 milliards d'euros le coût des impacts négatifs du système alimentaires et à 48,3 milliards d'euros les soutiens publics qui entretiennent ce système alimentaire. Ces chiffres sont calculés a minima car certains dépenses sont incalculables faute de données, et d'autres inestimables comme la perte de la biodiversité ou la dignité humaine.



¹ Rapport, Secours Catholique – Caritas France, Réseau CIVAM, Solidarité Paysans, Fédération Française des Diabétiques, « L'injuste prix de notre alimentation : Quels coûts pour la société et la planète ? », 2024, p.14, <https://www.secours-catholique.org/m-informer/publications/linjuste-prix-de-notre-alimentation>

² Les coûts cachés sont les effets négatifs sur la santé, notre environnement et la société de notre système agroalimentaire

³ "Revealing the True Cost of Food to Transform Agrifood Systems", dans Brief to The State of Food and Agriculture, Rome, FAO, 2023, <https://openknowledge.fao.org/items/07bbf706-2cef-4ed0-969d-ee86d525c531>



Les impacts sociaux :

S'élevant à 3,4 milliards d'euros en 2021 d'après l'étude, les impacts sociaux sont calculés en fonction des dépenses faites pour compenser la faiblesse des rémunérations dans le secteur agricole et tout au long de la chaîne, incluant le déficit du régime des retraites, le RSA pour les chefs d'exploitation, et le soutien aux bas salaires des acteurs du système alimentaire (prime d'activité). Ce chiffre ne prend pas en compte cependant les coûts psycho-sociaux que peuvent ressentir les agriculteurs et agricultrices, ainsi que tous les individus n'ayant pas accès à une alimentation saine et durable (isolement social, stress, honte).

- Pour 100€ d'achats alimentaires, 6,90€ sont perçus par les producteurs français
- 8 millions de Français sont en insécurité alimentaire
- Le sentiment de honte est le premier facteur de non-recours à l'aide alimentaire
- 18% des agricultrices et agriculteurs français vivent sous le seuil de pauvreté en 2021 (1 158€ par mois)

Les impacts environnementaux :

Les dépenses publiques allouées en réaction aux impacts sur l'environnement de notre système alimentaire pouvant être chiffrées s'élèvent également à 3,4 milliards d'euros. Cela inclut les dépenses d'atténuation du changement climatique, la gestion des déchets, la dépollution de l'eau et la prise en charge des maladies liées à la pollution de l'air. Ces dépenses peuvent être jugées comme étant faibles comptes tenus de l'ampleur des dérèglements climatiques.

- En 15 ans, une diminution de 30% d'oiseaux a été observée des champs
- En 2018, les émissions françaises de GES associées à l'alimentation représentent 22

% de l'empreinte carbone⁴

- En 2020, 92% des prélèvements d'eau pour l'agriculture servent à 6,8% de la surface agricole utile
- Environ 40 points de collecte d'eau potable sont fermés chaque année en France à cause des nitrates et pesticides essentiellement utilisés en agriculture

Les impacts sur la santé :

Enfin, 11,7 milliards sont dépensés à minima pour les maladies liées à une mauvaise alimentation, dont l'obésité et le diabète, et 675 millions pour les maladies professionnelles liées à l'usage des pesticides. Ces chiffres excluent les effets des conditions de travail et de la faim sur la santé mentale.

- Les 20 dernières années, le nombre de diabétiques en France a augmenté de 160%
- La publicité et la communication du secteur agroalimentaire, dont une grande partie nous oriente sur des produits trop gras, trop sucrés ou salés, représentait plus de 5,5 milliards d'euros en France en 2023, c'est plus de 1000 fois le budget communication du Programme national nutrition santé en 2014 ("cinq fruits et légumes par jours").
- Entre 2007 et 2009, un agriculteur ou agricultrice se suicidait tous les deux jours en France⁵
- Le taux de Parkinson est au moins 50% supérieur chez les agriculteurs que dans le reste de la population
- Les défis sanitaires sont amplifiés dans les territoires d'Outre-mer : alors que le taux d'obésité des femmes de plus de 15 ans est de 17% en métropole, il est de 23% en Guadeloupe et en Guyane, de 25% en Martinique, de 20% à la Réunion et de 34% à Mayotte⁶, cela est dû aux inégalités sociales et économiques plus marquées qu'en métropole

Les soutiens publics pour l'agriculture et l'alimentation

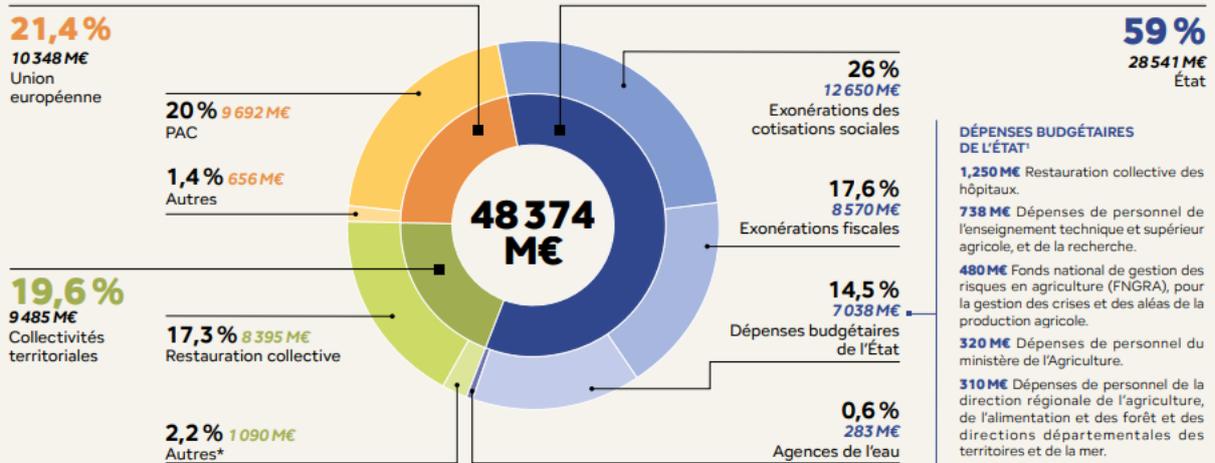
D'après l'étude « L'injuste prix de notre alimentation », au-delà des coûts dépensés pour compenser les impacts négatifs de nos systèmes agricoles et alimentaires actuels, 48 milliards d'euros d'argent public sont destinés à entretenir le système alimentaire actuel. Cette somme est répartie entre les financements européens (PAC, France Relance...), des collectivités territoriales (cantines scolaires, fonctionnement et investissement pour la pêche, l'agriculture et l'agro-industrie...), et de l'Etat (exonérations sociales et fiscales ; subventions...). La répartition de ces financements est détaillée dans le graphique ci-dessous.

⁴ Etude, INSEE, « Transformation de l'agriculture et des consommations alimentaires », février 2024, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7728883?sommaire=7728903>

⁵ Rapport d'information du Sénat n°451, « Suicides en agriculture : mieux prévenir, identifier et accompagner les situations de détresse », mars 2021 : <https://www.senat.fr/rap/r20-451/r20-451.html>

⁶ Enquête, Drees, « Enquête de santé européenne : Une santé perçue plus dégradée dans les départements et régions d'Outre mer », janvier 2023, <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/communique-de-presse/enquete-de-sante-europeenne-une-sante-percue-plus-degradee-dans-les>

Répartition des sources de soutiens publics au système alimentaire français (2021)



* Ces dépenses comprennent le financement de l'aide alimentaire par les collectivités et des dépenses de fonctionnement et d'investissement en lien avec l'agriculture, la pêche et l'agro-industrie.
Source : Basic et I4CE, 2024.

DÉPENSES BUDGÉTAIRES DE L'ÉTAT¹

1,250 M€ Restauration collective des hôpitaux.
738 M€ Dépenses de personnel de l'enseignement technique et supérieur agricole, et de la recherche.
480 M€ Fonds national de gestion des risques en agriculture (FNGRA), pour la gestion des crises et des aléas de la production agricole.
320 M€ Dépenses de personnel du ministère de l'Agriculture.
310 M€ Dépenses de personnel de la direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et des forêts et des directions départementales des territoires et de la mer.

1. Le reste des dépenses budgétaires de l'État représente chacune moins de 4,4% du total de l'enveloppe.

Focus sur la PAC

La PAC est une politique commune à tous les pays de l'UE, en France, elle représente 20% des financements publics du système agroalimentaire. La PAC est le principal poste de dépenses de l'Union européenne (UE) avec environ un tiers du budget de l'UE. En 2021, les financements de la PAC s'élevaient à 9,7 milliards d'euros, la France étant le pays qui en bénéficie le plus.

Telle que nous la connaissons aujourd'hui, la PAC fragilise notre système alimentaire et favorise la précarité des producteurs et productrices de notre alimentation. En effet, une grande partie des aides de la PAC est reversée à l'hectare, sans lien avec les pratiques de production. Cela pousse à la spécialisation et à l'agrandissement des exploitations, menant à la disparition progressive des paysans et paysannes sur des fermes à taille humaine. En France, 80% des aides aux revenus de la PAC vont aux 20% d'exploitations les plus grandes.

De plus, la dérégulation des marchés européens encouragée par cette politique impacte la souveraineté alimentaire des pays du Sud. Par exemple, la PAC incite à une surproduction de lait, conduisant à l'exportation de lait en poudre de faible qualité nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, ce qui fait concurrence et nuit aux marchés locaux.

Dans le cadre de la négociation du cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union Européenne, suite à laquelle la PAC post 2027 sera amenée à évoluer, certaines organisations se mobilisent pour faire valoir leur vision pour la PAC. C'est le cas du Collectif Nourrir, qui milite pour une Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAC) qui :

- Fournit une alimentation saine et durable accessible à toutes et tous
- S'inscrit dans la voie de la démocratie alimentaire
- Garantit des conditions justes d'exercice du métier d'agriculteur et agricultrice ici et dans le monde
- Assure la pérennité des conditions environnementales de production d'une alimentation saine dans le respect des animaux

Le Collectif Nourrir émet ainsi les recommandations suivantes :

- Un soutien au revenu des agriculteurs et agricultrices qui repose davantage sur la régulation des prix et des volumes de production et moins sur les aides à l'hectare non ciblées.
- La préservation des agroécosystèmes grâce à une application plus cohérente de la conditionnalité environnementale dans une perspective d'incitations et de progressivité, un meilleur accompagnement des fermes dans leur transition vers l'agroécologie et une meilleure rémunération des services environnementaux.
- La mise en œuvre d'un dispositif global d'accompagnement à l'installation, notamment proposant des aides à l'investissement pour les installations s'inscrivant dans une démarche agroécologique.

Comme pour la PAC, le reproche pouvant être fait à la quasi-totalité des 48 milliards d'euros de dépenses publiques pour notre systèmes agricole et alimentaire est qu'elles manquent de boussole écologique et sociale et entretiennent un système conventionnel destructeur pour l'environnement, nocif pour la santé et maintenant une partie de la population dans la précarité alimentaire. De plus, une partie conséquente de la valeur est captée par les acteurs et actrices de la distribution et de la transformation alimentaire, au détriment du revenu des producteurs et productrices agricoles.

Quelques chiffres :

- Plus de 80% des soutiens publics entretiennent une logique de course aux volumes, qui va de pair avec la standardisation des matières premières et une pression sur les prix payés aux agriculteurs, et sont donc à l'origine de l'essentiel des impacts négatifs de notre alimentation
- Entre 1975 et 2000, le prix des produits agricoles payé aux producteurs et productrices a été divisé par deux
- Depuis 1960, la consommation de plats préparés s'accroît de 4,4% par an en volume par habitant, au détriment des produits bruts et non transformés⁷
- 76% des achats des français sont réalisés en grande surface
- 5 distributeurs assurent 82% des ventes alimentaires

En combinant les dépenses pour compenser les impacts négatifs (19 milliards) et celles pour entretenir le système actuel en soutenant ses différents maillons (48 milliards), l'argent public dépensé pour le fonctionnement du système alimentaire français s'élève à **67 milliards d'euros**, soit entre 2% et 3% du PIB français. Le fait qu'une telle somme soit dédiée à notre système alimentaire n'est pas remis en question dans l'étude. Au contraire, cette somme représente autant de moyens de réorienter les politiques et d'agir pour une transition vers des systèmes agricoles et alimentaires plus solidaires, sains et durables.

Des leviers d'action

Pour réduire ces impacts sanitaires, écologiques et sociaux et tendre vers des systèmes agricoles et alimentaires plus durables et solidaires, de nombreux leviers existent, dont les suivants, mis en avant par le Secours Catholique – Caritas France, le Réseau Civam, Solidarité Paysans et la Fédération française des diabétiques dans leur publication « L'injuste prix de notre alimentation »⁸ :

⁷ Etude, INSEE, « Cinquante ans de consommation alimentaire : une croissance modérée, mais de profonds changements », octobre 2015, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1379769>

⁸ Rapport, Secours Catholique – Caritas France, Réseau CIVAM, Solidarité Paysans, Fédération Française des Diabétiques, « L'injuste prix de notre alimentation : Quels coûts pour la société et la planète ? », 2024, <https://www.secours-catholique.org/m-informer/publications/linjuste-prix-de-notre-alimentation>

NOS RECOMMANDATIONS

LES MOYENS D'AGIR

UN MEILLEUR PILOTAGE DES POLITIQUES



ADOPTER UNE LOI-CADRE EN FAVEUR DU DROIT À L'ALIMENTATION EN FRANCE À L'ISSUE D'UN DÉBAT DÉMOCRATIQUE

LA DÉMOCRATIE À TOUS LES ÉTAGES



DONNER UNE COMPÉTENCE ALIMENTATION AUX COLLECTIVITÉS

OUVRIRE LES INSTANCES AGRICOLES À LA SOCIÉTÉ

OUVRIRE ET LABELLISER DES MAISONS DE L'ALIMENTATION, LIEUX D'ÉDUCATION POPULAIRE



MASSIFIER LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

ASSURER LA TRANSPARENCE DES PRIX

INTERDIRE LA PUBLICITÉ QUI VISE LES ENFANTS SUR LES ALIMENTS ET BOISSONS NOTÉS D ET E PAR LE NUTRI-SCORE



SOUTENIR L'ÉMERGENCE DE FILIÈRES ALIMENTAIRES TERRITORIALES

FAVORISER L'INSTALLATION ET LA TRANSMISSION DES FERMES SUR DES MODÈLES AGROÉCOLOGIQUES



DE QUOI MANGER ET VIVRE DIGNEMENT

SÉCURISER L'ACCÈS AUX DROITS

REVALORISER LES BAS SALAIRES ET MINIMA SOCIAUX

METTRE EN PLACE DES CAISSES ALIMENTAIRES COMMUNES



RÉGULER LE COMMERCE INTERNATIONAL

CONDITIONNER L'IMPORT DE PRODUITS ALIMENTAIRES AU RESPECT DES NORMES ENVIRONNEMENTALES, SANITAIRES ET SOCIALES DE L'UNION EUROPÉENNE

POUR PRÉPARER LE DÉBAT

Profil d'intervenants potentiels

Inviter des intervenants qui connaissent les enjeux Nord et Sud.

- Agriculteurs, éleveurs, maraîchers bio
- AMAP
- Protagonistes du film
- Initiatives de consommation en circuit-court (magasins de producteurs, vente directe...)
- Associations de défense de la biodiversité (LPO...)
- Collectifs/associations qui font le lien entre santé et environnement (eau par exemple)
- Restaurants qui achètent local/bio

Questions pour entrer dans le débat

- L'utilité sociale du métier d'agriculteur est-elle assez valorisée ?
- Quels sont les coûts cachés du système agro-industriel ? (médicaux, biodiversité,...)
- Question du prix et du pouvoir d'achat, en quoi les initiatives de sécurité sociale de l'alimentation représente-t-elle un levier ?
- Quels sont les bouleversements des environnements dus au changement climatique ?
- En quoi l'approvisionnement des cantines avec une nourriture plus saine et durable dépend d'une volonté politique ?
- Quelles alternatives existent au système conventionnel ?

Lien avec les interdépendances Nord/Sud

- Comment s'adaptent les agriculteurs et agricultrices dans les pays qui ont déjà des problèmes liés au changement climatique et à l'eau ?
- En quoi les causes et les conséquences du changement climatique sont-elles liées à l'échelle planétaire ?
- Connaissez-vous l'UNDROP ? La déclaration des nations unies pour les droits des paysans et des travailleurs ruraux⁹.

Et à l'international ?

D'après l'OMS, au niveau mondial, le nombre d'adultes obèses a plus que doublé depuis 1990, et le nombre d'adolescentes et adolescents obèses a été multiplié par quatre¹⁰.

En 2022, 2,5 milliards d'adultes (à partir de 18 ans) étaient en surpoids, soit près de **30% de la population mondiale**, dont 890 millions d'obèses. Et **8 % des 5-19 ans** dans le monde (163 millions) souffraient d'obésité, contre 3 % en 2000. En 2024, 35 millions d'enfants de moins de cinq ans étaient en surpoids.

Plus de 62% des personnes concernées vivent dans les pays en développement¹¹.

Lien avec les questions de genre

Longtemps cantonnées au rôle d'épouse d'agriculteur, sans reconnaissance sociale, économique ou légale, le travail des femmes dans l'agriculture est pourtant crucial. En France, ce n'est qu'en 1961 que le mot agricultrice fait son apparition dans le dictionnaire. En 1999, elles deviennent "conjoint collaborateur". En 2006, elles bénéficient à ce titre d'une couverture sociale. Depuis 2020, les exploitantes agricoles peuvent bénéficier d'indemnités journalières en cas de maternité, lorsqu'elles n'ont pas la possibilité de se faire remplacer. Cependant les inégalités de genre demeurent au sein des systèmes agricoles.

⁹ <https://digitallibrary.un.org/record/1650694?ln=fr&v=pdf>

¹⁰ Article, OMS, « Obésité et surpoids », 2025, <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/obesity-and-overweight>

¹¹ Etude, The Lancet, « La charge mondiale de la morbidité », 2012, https://www.sciencesetavenir.fr/sante/obesite-30-de-la-population-mondiale-touchee_19747

D'après un rapport d'Oxfam France datant de 2023¹² :

La rémunération des agricultrices est 29% inférieure à celle des agriculteurs, soit ¼ de plus que dans les autres secteurs

La retraite moyenne des agricultrices est de 570€ mensuel contre 840€ pour un agriculteur

132 000 agricultrices n'ont pas de statut lié à leur travail agricole

Les agricultrices sont plus présentes dans les pratiques agricoles durables : bio (13% de plus que dans les filières non-bio) et les circuits courts, élevage extensif...

Idées d'animation avant/après la projection

Retrouvez tous les outils pédagogiques sur alimenterre.org.

- [Fresque AgriAlim](#) (par petits groupes)
- [Mistigri « L'injuste prix de notre alimentation »](#)
- [Agro challenge](#)
- [Débat mouvant](#) (sur le bio par exemple)
- [Jeu de la ficelle](#) (à adapter) pour montrer les causes à effets
- Jeu de rôle / [jeu du pas en avant](#)
- [Fresque du climat](#)

Ecueils à éviter

- Culpabiliser les agriculteurs en conventionnel ou non
- Entretenir un discours selon lequel il y aurait "trop" d'argent public pour entretenir le système alimentaire : il y a un problème d'orientation de ces financements, et pas de moyens
- Vouloir traiter tous les sujets abordés dans le film

Fiches thématiques

Pour préparer le débat nous vous invitons à consulter les fiches thématiques :

- **Fiche « [politique agricole commune](#) »**

La Politique agricole commune (PAC) est un sujet technique. Face à l'importance du budget public qui y est consacré et aux effets de la PAC sur les pays du Sud, mais aussi sur l'alimentation, l'environnement, la santé, le développement rural, le bien-être animal ou encore les paysages, la PAC est devenue un sujet dont les organisations de la société civile et les citoyens s'emparent de plus en plus. De nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer son orientation libérale, son soutien massif à une agriculture conventionnelle et les lacunes dans les réformes proposées. En effet, la PAC telle que nous la connaissons aujourd'hui fragilise notre système alimentaire et favorise la précarité des producteurs et productrices de notre alimentation. Une grande partie des aides de la PAC est reversée à l'hectare, sans lien avec

¹² Rapport, Oxfam France, « Agriculture : les inégalités sont dans le pré », 2023, <https://www.oxfamfrance.org/rapports/agriculture-les-inegalites-sont-dans-le-pre/>

les pratiques de production. Cela pousse à l'agrandissement et à la diminution du nombre de fermes au détriment des installations à taille humaine.

■ Fiche « [pesticides](#) »

La face cachée de notre alimentation est celle de l'utilisation de millions de tonnes de pesticides à l'échelle mondiale. Les plus courants sont les herbicides (contre les mauvaises herbes), les insecticides (contre les insectes) et les fongicides (contre les champignons). Certes, les intrants chimiques ont, en partie, permis d'augmenter la production agricole mais pas d'éradiquer la faim dans le monde. La dépendance aux intrants chimiques dangereux est une solution de court terme qui porte atteinte au droit à une alimentation suffisante et de qualité, ainsi qu'à la santé des générations actuelles et futures et à leur environnement. La réglementation relative aux pesticides est diverse selon les pays et souffre de lacunes et d'incohérences. Quelles alternatives face à l'utilisation intensive de pesticides ?

■ Fiche « [agroécologie](#) »

Le terme d'agroécologie est de plus en plus utilisé pour désigner la production agricole durable. Certains agriculteurs développent des solutions pour sortir du modèle conventionnel et vivre de leur métier. Même si ces agriculteurs alternatifs sont en minorité au sein du paysage agricole, ils contribuent à un renouvellement sans précédent du débat d'idées. La transition passera par un retour à l'agronomie, qui a intensivement étudié les interactions des agro-écosystèmes en s'ouvrant à l'écologie et à la biologie depuis le début des années 2000.

BIBLIOGRAPHIE

- Rapport, Secours Catholique – Caritas France, Réseau CIVAM, Solidarité Paysans, Fédération Française des Diabétiques, « L'injuste prix de notre alimentation : Quels coûts pour la société et la planète ? », 2024, p.14, <https://www.secours-catholique.org/m-informer/publications/linjuste-prix-de-notre-alimentation>
- Outil d'animation de l'étude, « L'injuste prix de notre alimentation : Quels coûts pour la société et la planète ? », 2024, <https://www.secours-catholique.org/agir/porter-nos-messages/linjuste-prix-de-notre-alimentation>
- Vision du Collectif Nourrir, « Vers une Politique Agricole et Alimentaire Commune », 2025, <https://collectifnourrir.fr/notre-vision-pour-une-politique-agricole-et-alimentaire-commune-paac-ambitieuse/>
- Vision de la Confédération Paysanne, « Une politique agricole et alimentaire (PAAC) Post-2027 pour l'agriculture paysanne, la souveraineté alimentaire et l'indispensable transition », 2024, https://www.confederationpaysanne.fr/sites/1/articles/documents/4pages_PAC_post2027.pdf
- Rapport, Oxfam France, « Agriculture : les inégalités sont dans le pré », 2023, <https://www.oxfamfrance.org/rapports/agriculture-les-inegalites-sont-dans-le-pre/>
- Article, OMS, « Obésité et surpoids », 2025, <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/obesity-and-overweight>

Cette fiche a été réalisée avec la participation du Secours Catholique – Caritas France

Pour toute question concernant l'organisation d'un évènement, prendre contact avec votre coordination ALIMENTERRE : <https://www.alimenterre.org/le-reseau-alimenterre>



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

17. rue de Châteaudun.....Tél.: 33 (0) 1 44 83 88 50.....@.: info@cfsi.asso.fr.....
F-75009 Paris

www.cfsi.asso.fr

